

# L'école de la régulation ou les théoriciens du nouveau consensus social

Critique communiste, décembre 1983

Maxime DURAND

**D**ANS les commissions du Plan, au colloque des économistes de gauche, aux journées de politique industrielle, dans les sphères de la CFDT où s'élaborent les contre-propositions industrielles... un courant de pensée acquiert dans la pratique un apparente unité et accède au statut d'école.

Cette « école de la régulation » regroupe des économistes comme Aglietta, Bertrand, Billaudot, Boyer, Coriat, Lipietz, etc., et son influence croissante rend nécessaire de lui consacrer un article afin d'évaluer son apport, ses limites et de mettre en évidence ses contradictions. Il faut en particulier distinguer soigneusement l'analyse de la crise proposée par ce courant des conséquences tirées quant aux moyens d'en sortir (1).

## De la croissance d'après-guerre à la crise

Le point de départ de l'école n'est pas la crise mais ce qui l'a précédée, c'est-à-dire une phase d'expansion allant en gros de 1945 à 1970. L'idée générale est que le capitalisme a mis en place un *mode de régulation* l'empêchant de se détraquer périodiquement et de sombrer dans une crise analogue à celle des années trente.

On peut dire donc que le capitalisme a réussi en premier lieu à maintenir le taux de profit à un niveau satisfaisant en assurant une évolution favorable de ses composantes. Deux conditions ont dû être remplies : du côté du capital il y a une accumulation très forte, régulière et nettement plus rapide que les créations d'emplois. Le capital installé

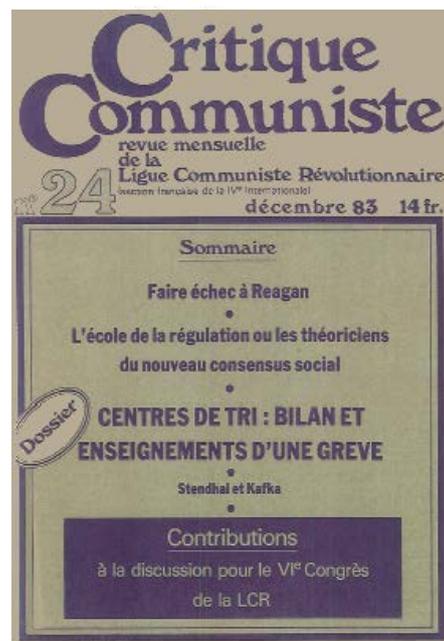
pour un travailleur est en augmentation d'environ 5 % sur la période. Mais cet alourdissement de la mise capitaliste va se trouver compensée par une croissance équivalente de la productivité.

Du côté de la plus-value, les mêmes gains de productivité vont donner la possibilité d'une augmentation du pouvoir d'achat de telle sorte que le partage de la valeur ajoutée et donc le taux d'exploitation restent à des niveaux constants. L'avantage de cette hausse de pouvoir d'achat est qu'elle offre les débouchés nécessaires à une production en croissance rapide.

Ce schéma d'accumulation intensive qui assure une croissance parallèle du capital par tête, de la productivité et du pouvoir d'achat repose sur plusieurs piliers. La première nouveauté est que les travailleurs consomment pour une partie importante des produits industriels dont la valeur peut baisser, avec les gains de productivité ; il y a donc transformation des normes de consommation d'un côté et simultanément bouleversement des conditions de production avec l'introduction du taylorisme et du travail à la chaîne.

Pour résumer, la combinaison gagnante est la suivante :

- On investit dans de nouvelles méthodes de production plus intensives et le capital par tête croît de 5 %.
- Grâce à ces investissements et à la production de masse, on peut augmenter la productivité de 5 % et donc produire plus.
- Grâce aux gains de productivité on peut se permettre une augmentation de 5 % du pouvoir d'achat qui va susciter les débouchés nécessaires à l'écoulement de la production.



1. Les appels de note entre crochets qui suivent dans le texte renvoient à la bibliographie.

2. Joan Robinson est une économiste britannique qui se situe dans la filiation keynésienne de gauche. Elle a contribué à la critique de la théorie économique néo-classique.

## Bibliographie

1. Aglietta. « Régulation et crise du capitalisme ». Ed. Calman-Lévy, 1976.
2. Aglietta. « Il est possible de lever les contraintes », interview dans « l'Economie en question », n° 24, 1983.
3. Aglietta - Boyer. « Une industrie compétitive en France et dans le monde ». Journées de politique industrielle. La Documentation française, 1982.
4. Bénassy - Boyer - Lipietz. « Approches de l'inflation : l'exemple français ». « Recherches économiques et sociales » n° 12, octobre 1978. La Documentation française.
5. Bertrand - Boyer - Guibert - Thérét. « Marx et la crise ? Pour un débat entre "marxistes empiriques" ». Juin 1980.
6. Boyer. « Les salaires en longue période ». « Economie et statistiques » n° 103, septembre 1978.
7. Boyer. « Les transformations du rapport salarial dans la crise ». « Critiques de l'économie politique » n° 15-16. Avril 1981.
8. Boyer. « La politique de la gauche face aux transformations du rapport salarial ». Communication du colloque sur la politique économique de gauche. Novembre 1982.
9. Clerc - Lipietz - Satre-Buisson. « La Crise ». Syros, 1983.
10. Coriat. « Travail et capital dans la crise. France 1966-1982 : où en est-on ? » « Les Temps modernes » n° 441 bis, avril 1983.
11. Granou - Baron - Billaudot. « Croissance et crise ». Maspero, 1979.
12. Lorenzi - Pastre - Toledano. « La Crise du XX<sup>e</sup> siècle ». Economica, 1980.

La régulation, c'est alors l'ensemble « des rapports sociaux, des formes institutionnelles et des structures » qui assure la réalisation de cette combinaison. Il s'agit en l'occurrence d'une régulation monopoliste qui se caractérise par « une relative déconnexion du prix vis-à-vis des déséquilibres du marché » et suppose l'existence de « procédures sociales de validation et de production du revenu ». Cette régulation s'accompagne des formes concrètes suivantes :

- Concentration et centralisation du capital ;
- Extension des négociations collectives, du salaire indirect et de l'indexation sur les prix et la productivité ;
- Centralisation du système bancaire, généralisation de la monnaie de crédit et inflation rampante.

Ce schéma contient logiquement les éléments de réponse à la question : pourquoi la crise ? Celle-ci apparaît quand la régulation ne marche pas. Il y a donc deux ressorts essentiels à la crise :

- Première cause de fond : l'épuisement des gains de productivité.
- Seconde cause de fond : l'épuisement de la norme de consommation.

La première cause induit un baisse du taux de profit, la seconde une perte de dynamisme de la demande et notamment dans l'automobile (par saturation du marché qui se limite au renouvellement).

Ce que les économistes de l'école appellent la *crise du fordisme* peut s'exprimer de la façon condensée suivante : la productivité des ouvriers augmente moins vite qu'avant et, en plus, ils ont déjà une voiture.

A cela viennent s'ajouter les *faux frais de la régulation monopoliste* : étatisation et développement du travail improductif, qui traduisent et l'insatisfaction de la production privée des besoins sociaux (santé, logement, etc.) et l'effet en retour (pervers) des politiques de soutien budgétaires à la demande.

Avant d'aborder le fond de la critique, il faut se situer par rapport aux prétentions de l'école de la régulation à régénérer le marxisme.

## Contre l'« empirio-marxisme »

Implicite ou explicitement [5] le projet des théoriciens de la régulation se construit par opposition à l'image d'un marxisme vulgaire, économiste, catastrophiste, dogmatique, incapable d'intégrer les

transformations concrètes du capitalisme.

Les marxistes révolutionnaires n'ont pas à se sentir visés par cette auto-délimitation : le marxisme a toujours été empirique en ce sens que les classiques du marxisme se sont toujours appuyés sur une masse de faits, de descriptions, d'enquêtes, de documents (le *Capital* en est l'exemple clair), mais aussi de critiques, de polémiques.

Notre courant n'a pas à nourrir de complexes : on pourrait multiplier les citations tendant à démontrer que nos analyses économiques, notamment celles d'Ernest Mandel, ont toujours su : a) intégrer l'étude des nouvelles formes du mode de production capitaliste ; b) insister sur l'impossibilité d'en contourner les contradictions.

Un exemple : « *Le cycle à long terme qui a commencé avec la Deuxième Guerre mondiale, et dans lequel nous sommes encore — disons le cycle 1940-1965 ou 1940-1970 — a au contraire été caractérisé par l'expansion, et du fait de cette expansion, la marge de négociation, de discussion entre la bourgeoisie et la classe ouvrière s'est trouvée élargie* (E. Mandel, *Initiation à la théorie économique marxiste*, cahiers du Centre d'études socialistes. Février 1964) ».

Cette volonté des économistes de la régulation de se démarquer d'une certaine tradition marxiste renvoie à la genèse intellectuelle de ce courant.

Pendant les années soixante, la combinaison de l'apparente prospérité du capitalisme et la dominance d'une version stalinienne du marxisme encourageait pour des raisons différentes à chercher de nouvelles grilles de lecture applicables au « néo-capitalisme ». Il fallait se dégager de la répétition de schémas simplistes tout en conservant une approche critique d'une réalité qui y échappait. Le débat des années cinquante sur la paupérisation est un bon indice de cette configuration idéologique. Celle-ci s'est dénouée autour de deux pôles que l'on pourrait identifier respectivement par Gorz — déplacement de la critique au niveau de l'aliénation — et symétriquement par Althusser — déplacement de la critique au niveau du concept — qui ont orienté la critique du capitalisme.

Mais la réalité de la crise restitue le jeu des contradictions capitalistes dans ses déterminations les plus classiques et suscite un retour à Marx et une convergence vers une approche marxiste de la crise. Pour l'école de la régulation (Aglietta, Bertrand, Bil-

laudot, Boyer, etc.) cette démarche s'accompagne d'une volonté insistante de se démarquer d'un marxisme assimilé à l'incapacité — sinon au refus — d'appréhender les formes nouvelles du capitalisme.

Il faut enfin tenir compte de l'insertion administrative du courant en question dans l'appareil d'Etat : il doit constamment justifier sa propre existence en apportant la preuve de sa capacité à produire des résultats concrets, d'où l'insistance particulière donnée à l'utilisation des statistiques.

Ceci donne lieu à des énoncés méthodologiques dont le moins qu'on puisse dire est qu'ils ne représentent pas un progrès notable par rapport aux textes de Marx sur le sujet. Par exemple : « *Ce retour à la mesure, même difficile et toujours insatisfaisant compte-tenu de l'origine précise des statistiques utilisées, a pour effet d'introduire la possibilité d'un démenti du cadre théorique de départ, fut-il éminemment satisfaisant d'un strict point de vue logique* [5]. » Ce grand écart entre les publications de l'INSEE et le monde de la logique théorique est une mécanique bien pauvre par rapport à la « dialectique de la pensée ».

Venons-en justement à un premier problème de « mesure » mal maîtrisé par l'école.

## Quand tout s'est-il déréglé ?

A cette question légitime, l'école ne fournit pas de réponse claire : « *Selon les grandeurs considérées, l'atténuation des mécanismes concurrentiels interviendrait soit en 1958, soit aux alentours de 1967* [4]. »

Boyer propose la périodisation suivante pour l'accumulation [8] »  
1937-1949 : extensive ;  
1949-1959 : intensive ;  
1959-1973 : intensive centrée sur la consommation de masse ;  
1973-1981 : crise.

Granou, Baron, Billaudot [11] datent de 1965-1966 le passage d'une phase « progressive » à une phase « régressive ». Lorenzi, Pastre, Tolédano [12] indiquent qu'à partir de 1962 « *l'accumulation se fait progressivement de moins en moins efficace* » et que le taux de plus-value baisse à partir de 1970.

Ce n'est pas un problème anodin. Si le retournement est daté à la fin du cycle d'expansion US, soit en 1966-1967 comme l'affirment Aglietta [1]

(« *l'année 1966 annonce le blocage de ce mode d'accumulation* ») ou Mandel par ailleurs, on s'aperçoit alors que l'« âge d'or » proprement dit a duré quinze ans (1950-1965) et sa crise au moins autant (1966-1983). Mais, dans ces conditions, l'école raisonne sur une période relativement courte, qui est loin derrière nous : ses membres ne seraient-ils pas des théoriciens de l'après-guerre ?

## Crise technique ou crise sociale ?

Si la racine de la crise est l'épuisement des gains de productivité combiné avec celui des normes de consommation, quelle est la racine de cette perte de productivité ? On pourrait penser que l'école se serait posé cette question clé : comment un tel mécanisme, si parfaitement huilé, a-t-il pu se gripper ? Les auteurs de ce courant ne se privent pas de dénoncer le caractère mécaniste ou techniciste des thèses de Mandel sur les ondes longues. Mais ils sont moins clairs quant à leur propre interprétation.

Cette question recoupe d'ailleurs celle du consensus social : il y aurait eu une sorte de contrat social tacite assurant le bon fonctionnement du fordisme : les syndicats auraient échangé tout droit de regard sur les conditions de travail contre le pouvoir d'achat. Boyer a particulièrement instrumentalisé cette version [8].

Autour de cette double question, l'école de la régulation est polarisée autour de deux tendances contradictoires :

● Il y a une version « techniciste » où les chutes de productivité et l'épuisement du progrès technologique renvoient à l'intervention d'une instance technique extérieure au système économique lui-même. C'est fondamentalement la thèse déjà présente chez Aglietta [1] : les conditions matérielles et techniques d'un néo-fordisme (marchandisation des services) seraient en retard sur la demande sociale. L'issue de la crise serait donc elle aussi technique et se situerait dans la généralisation de l'électronique.

● Il y a une version « ouvriériste » : la perte de productivité serait le fait d'une crise du travail, de la résistance ouvrière. Ainsi, Coriat : « *Si je propose de partir des comportements de lutte et de résistance (et non du mouvement du capital), c'est que, durant la période concernée (1966-1974), je*

*soutiens que l'initiative fut dans le camp ouvrier (...)* C'est le système de la production de masse qui est attaqué au niveau même du procès de travail qui lui servait de support essentiel [10, p. 203-204]. »

Au total, l'école de la régulation échoue là où on l'attendait : « *Les données dont on dispose aujourd'hui ne permettent pas de conclure définitivement à un rôle respectif des différents déterminants de l'évolution de la productivité en France, si tant est que, contrairement aux Etats-Unis, on puisse le faire (...)* Quoi qu'il en soit, un fait reste clairement établi : c'est l'épuisement des gains de productivité qui s'est produit dans ce pays à partir du début des années 1970 [12, p. 233-234]. »

Ce qui manque donc, c'est la compréhension globale des contradictions fondamentales du mode de production capitaliste : l'école de la régulation a tellement insisté sur la façon dont le capitalisme a pu mettre en œuvre des instruments de régulation qu'elle en a oublié que ces contradictions subsistaient. Elle a dialogué avec un marxisme dégénéré et simpliste cherchant à lire mécaniquement l'inéluctabilité de la crise. En montrant que les schémas de la reproduction de Marx peuvent rester équilibrés, elle a enfoncé des portes ouvertes, croyant faire œuvre nouvelle. Croyant réinventer Marx, elle a surtout copié *l'Accumulation du capital* de Joan Robinson (2), qui contient déjà les équations de l'âge d'or. Les contradictions à l'œuvre dans le mode de production capitaliste ne sont pas supprimées par la régulation monopoliste.

## Où sont passées les contradictions du capitalisme ?

Rappelons la plus essentielle de ces contradictions : d'un côté, le capital « *doit baisser la valeur des unités marchandes à cause de l'extension permanente de la production marchande et de sa mécanisation progressive et, de ce fait, élargir continuellement la production et le débouché de masse de ces marchandises pour pouvoir se mettre en valeur. C'est de là que provient la stimulation pour de nouveaux besoins, même dans la masse des travailleurs.*

« *D'un autre côté, la production de plus-value, la réalisation du profit et l'accumulation du capital demeurent cependant le but final de la production*

menée selon un mode capitaliste d'où la contrainte de limiter le salaire et la tendance de ce salaire à demeurer toujours insuffisant pour satisfaire les nouveaux besoins de consommation créés par la production capitaliste de masse elle-même. » (Ernest Mandel, *le Troisième Age du capitalisme*, tome 2, p. 396.)

Cette contradiction, qui s'exprime notamment dans la concurrence, est inhérente au mode de production capitaliste ; cela ne signifie pas que la crise est permanente mais que, même pendant les phases d'expansion, ces contradictions continuent à jouer et à accumuler leurs effets. Il n'y a donc pas régulation, ce qui implique l'idée d'une élimination des contradictions, mais canalisation ou endiguement. Les théoriciens de la régulation ont d'ailleurs montré que les moyens mis en œuvre pour atteindre ce résultat — comme par exemple l'inflation de crédit ou du salaire indirect — se transforment au moment de la crise en verrous qui rendent plus difficile l'assainissement nécessaire (nécessaire du point de vue capitaliste).

Autrement dit, la phase d'expansion s'est constituée en accumulant les effets pervers du capitalisme qui se concentrent pour surgir au moment de la crise, comme un mur accumule la chaleur pour la restituer ensuite. La phase de récession sera d'autant plus longue et profonde que celle d'expansion avait été florissante ; la notion même de régulation suggère une interprétation contraire : avant, tout était bien réglé, cela aurait dû continuer. Et puis ça s'est déréglé pour des raisons fondamentalement externes aux mécanismes de l'économie capitaliste. C'est un peu comme si des médecins soutenaient que le corps du malade est sain pendant la période d'incubation.

Les théoriciens de l'école isolent l'objet de leur étude de la division internationale du travail. Au pire, la formation d'une économie mondiale n'est pas évoquée. Au mieux, l'insertion dans cette économie mondiale est signalée comme une tendance nouvelle coïncidant avec le début de la crise du mode d'accumulation intensive, soit en 1966-1967.

La crise du système monétaire international n'est pas intégrée comme expression du retournement de l'expansion.

Fondamentalement, la régulation est pensée dans un cadre national et le marché mondial ne serait que la juxtaposition d'économies régulées nationalement.

Il y a donc sous-estimation du caractère international de la crise et surestimation des possibilités à trouver de nouvelles régulations au niveau d'un pays.

## Vers une nouvelle régulation ?

Une remarque préalable doit être faite ici : même un travail scientifique marxiste peut être récupéré par la bourgeoisie. Ainsi, *l'Expansion* a largement cité Boyer et Lipietz dans son numéro spécial sur l'industrie ; *les Echos* ont donné un compte rendu louangeur du rapport Aglietta-Boyer [3] et *la Vie française* a proclamé haut et fort dans une série d'articles que la crise est une crise de surproduction.

Ce qui rend le marxisme révolutionnaire peu comestible par la bourgeoisie, c'est qu'il est orienté vers un objectif conscient, le renversement du capitalisme, et que cet objectif ne varie pas selon les phases du cycle industriel.

Et c'est bien le problème avec l'école de la régulation qui, pas plus que la régulation, n'a résisté à la crise, malgré son homogénéité de façade. Elle s'est fractionnée en plusieurs pôles dont le premier s'est constitué autour d'Aglietta et Boyer.

Dans son livre, Aglietta écrivait en 1976 à propos d'un éventuel néo-fordisme fondé sur l'automation : « *Que l'automation porte des virtualités à très long terme capables de faire disparaître le travail productif d'exécution, cela est possible, mais une chose est sûre. Ces virtualités n'auront aucune chance de se réaliser sans l'abolition des rapports de production capitalistes* [1, p. 102]. »

Cette perspective est abandonnée aujourd'hui. Si l'on se réfère à une récente interview, elle est remplacée par une autre, plus terre à terre : « (...) *Il y a là un pari stratégique fondamental qui ne peut pas être pris sans qu'existe un compromis social qui soit une invention par rapport à ce que l'on a fait jusqu'ici. C'est-à-dire que les salariés voient la défense de l'industrie comme un intérêt primordial dans le temps à venir* [2]. » On mesure le chemin parcouru de l'abolition du capitalisme à la défense de l'industrie.

Un des débouchés possibles de l'école de la régulation est assez simple à formuler : *reconstituons les conditions d'un nouvel âge d'or.*

Les ingrédients en sont connus :

● Consensus social qui repose sur l'échange salaires contre lois Auroux : « *Accepter certains sacrifices de salaires, une certaine mobilité des qualifications par rapport à des situations actuellement figées au profit d'un compromis sur la carrière ouvrière (...) sur la qualification (...) sur des conditions de travail plus favorables* [2]. »

● Normes de consommation : « *Maintenir une certaine progression de la consommation pour autant qu'elle soit compatible avec la reprise de l'investissement industriel* [3, p. 329]. »

● Néo-fordisme automatisé : « *L'intensification de l'usage des machines grâce à l'augmentation du nombre d'équipes peut appuyer les gains de temps permis par une meilleure qualité et par l'amélioration des conditions de travail* [3, p. 341]. »

● Electronique : comme base d'une nouvelle accumulation intensive, dans la mesure où elle permet « *à la fois de faire apparaître des gains de productivité et une norme de consommation renouvelée, et transformer une partie du travail improductif en travail productif* [12, p. 365]. »

On voit que le courant de l'école qui se définit ainsi a choisi son camp : c'est celui de la bourgeoisie moderniste. Sa fonction est de baliser les consensus socio-économiques d'une nouvelle régulation adaptée à la phase de récession prolongée.

Un autre symbole : le 15 novembre 1982, aux journées de politique industrielle, Aglietta et Boyer présentaient leur rapport [3] dans un groupe de travail présidé par Bernard Hanon, P-DG de Renault. Le 10 janvier 1983, la direction de Renault lockoutait onze mille travailleurs. Les critiques du fordisme n'étaient pas à leurs côtés !

C'est à cette source que la CFDT puise son inspiration pour entraîner les travailleurs dans une impasse. Car ce montage est une impasse, pour deux raisons essentielles. La première est qu'elle n'apporte aucune solution au problème de l'emploi et ne peut que contribuer à aggraver le chômage. La seconde est qu'il s'agit d'un marché de dupes : la social-compétitivité n'existe pas dans la période de récession capitaliste. Ce qui est à l'ordre du jour, c'est un programme patronal classique d'intensification du travail, d'attaques

contre les salaires et de licenciements. Du point de vue capitaliste, c'est le patron de Talbot qui a raison : c'est en « dégraissant » les effectifs qu'il rétablira son profit, pas en appliquant avec zèle les lois Auroux.

## Vive la social-démocratie (en attendant le communisme) ?

C'est la deuxième version, dont Lipietz est assez représentatif [9]. On retrouve ici les contradictions soulignées plus haut quant à la nature de la crise du fordisme. L'idée de fond de ce second courant est la suivante, et elle est juste :

« *Les relations de travail qui correspondraient à ces nouvelles technologies ne sont pas encore inventées (...) La sortie de crise ne peut être technologique, car la crise n'est pas d'ordre technologique* [9]. »

Ce courant insiste sur « l'inversion de sens » que sous-tend la recherche d'une nouvelle régulation. Billaudot a raison de se demander s'il va falloir « *imposer la consommation des nouveaux objets [à base d'électronique] que l'industrie va pouvoir produire en grande série, travailler pour pouvoir les acheter ?* ». Mais cette perception juste des blocages capitalistes débouche-t-elle sur une alternative ? Lipietz and co rappellent les grandes lignes d'un programme de type CERES (maintien du pouvoir d'achat, réduction de la durée du travail, une certaine dose de protectionnisme) pour dire qu'il « *n'offrirait au mieux qu'un répit* » [9, p. 138]. Et c'est juste.

Vient ensuite l'esquisse d'un communisme utopique fondé sur trois préceptes : « 1. *Diminuer la part du travail contraint, aliéné (...)* 2. *Enrichir le travail contraint, démocratiser la "grande production"* (sic !). 3. *Promouvoir le temps libre* » (p. 141).

« *Vaste programme ? Utopie tout cela ? Bien sûr (...)* Il est vain de s'acharner à retaper ce qui ne marche plus. Il est dangereux de vouloir tout démolir en espérant qu'un nouvel ordre jaillira des décombres. »

Enfin, dernière citation, qui vaut son pesant de cacahuètes : « *Attention ! Ces axes heurtent déjà de très puissants intérêts. Pas seulement les profits des firmes multinationales, les gros vilains bien connus. Mais surtout les habitudes autoritaires, les schémas de pensée de la technostructure et même les habitudes de consommation de chacun d'entre nous et jusqu'à notre*

*chère paresse qui, en politique, s'appelle "délégation de pouvoirs". Ces axes de transformation, ce sont d'abord des axes de lutte, contre nous-mêmes, contre le capital, contre la hiérarchie et la technostructure* (p. 151-152). »

On voit donc que cette branche de l'école de la régulation propose une sorte de resucée de socialisme utopique : la transformation sociale n'est plus alors qu'un simple problème d'accumulation de prises de conscience individuelles.

## Réformisme ou révolution ?

Dans le champ de la théorie économique, les apports de l'école de la régulation ne sauraient être niés. Le ton critique de cet article ne doit pas conduire à jeter le bébé avec l'eau du bain. L'école de la régulation apporte informations, schémas conceptualisés et mises en perspective d'un intérêt évident. Plus particulièrement, la façon dont elle lie les contraintes globales de l'économie et les processus concrets de travail apporte une dimension que notre courant a sans doute eu tendance à sous-estimer.

Mais il est tout aussi nécessaire d'insister sur les contradictions internes de l'école, qui ont conduit en pratique à son éclatement entre une branche rocardienne prônant ouvertement la collaboration de classes et une branche conservant un projet plus radical. A partir de la constatation que le capitalisme est aujourd'hui en crise après avoir connu une longue phase d'expansion, on peut en effet tenir plusieurs discours :

● Recréons un environnement social et institutionnel permettant au capitalisme de recommencer à bien fonctionner, comme il a montré qu'il savait le faire. C'est le fond des analyses de la CFDT et même d'une certaine manière du PCF avec ses « nouveaux critères de gestion ».

● Ne nous acharnons pas à retaper ce qui ne marche plus. Gardons-nous de vouloir tout démolir. Avançons doucement vers le communisme. C'est l'analyse d'un certain nombre de courants politiquement centristes qui cherchent à se démarquer du PC et du PC.

● Cessons de faire croire que le capitalisme peut concilier ses exigences de rentabilité et de compétitivité avec l'amélioration des conditions d'existence des travailleurs. Cessons d'imaginer que l'on pourra diluer le

capitalisme dans l'expérimentation sociale, comme un sucre qui fond dans l'eau, et que l'on pourrait contourner l'affrontement avec l'Etat bourgeois. Tel est le point de vue marxiste révolutionnaire.

